

La crise de l'éolien en mer ne date pas d'aujourd'hui

Etienne BEEKER – Dominique FINON

3 décembre 2025

Il y a deux ans nous publions un article¹ sur le trou d'air que rencontrait depuis l'été 2023 l'éolien en mer aux Etats-Unis, alors que J. Biden, favorable aux ENR, était encore président, et au Royaume-Uni, qui avait l'ambition de devenir « l'Arabie Saoudite du vent », avec pour conséquence des dépréciations massives d'actifs chez les constructeurs et les installateurs, Oersted le champion danois en tête. En France, et ailleurs en Europe, la crise qui débutait n'était pas encore rentrée dans les esprits, les appels d'offres successifs avaient révélé des prix de plus en plus bas, et le dernier, en centre Manche, venait d'être attribué à un lauréat, EDF, qui offrait le prix record de 44,9 €/MWh. Nous nous étions interrogés sur les raisons de baisses aussi rapides, jamais observées dans d'autres technologies, y compris le solaire photovoltaïque, avec la technologie complètement différente du silicium, d'autant que la crise ukrainienne avait déjà fait flamber le prix des matières premières et des composants et que la période des taux d'intérêt nuls (voire négatifs) appartenait déjà au passé, renchérissant fortement le coût des projets.

Nous n'avions pas trouvé d'autre explication que celle d'une illusion collective, entretenue par les espoirs dans une technologie vue comme la martingale de la roulette énergétique et devenue pierre angulaire de la transition énergétique. S'en est suivi la fixation par les responsables d'objectifs démesurément ambitieux et pour y parvenir l'utilisation abusive de mécanismes concurrentiels inadaptés oubliant totalement le volet industriel, ce qui est malheureusement une des failles récurrentes de la politique énergétique européenne. Les pouvoirs publics n'ont tenu compte ni de l'immaturité du secteur, ni des énormes implications de la croissance radicale de turbines et autres composants en termes d'apprentissages et d'investissements pour les fabricants, ni du développement nécessaire des infrastructures diverses (réseau, installations portuaires, navires) sous l'égide d'entités publiques. Les recommandations que nous avons formulées il y a deux ans nous semblaient devoir canaliser les débordements de ces politiques : sortir des choix idéologiques, appuyer la gouvernance des politiques de promotion d'ENR avec des analyses technico-économiques approfondies, remettre au premier rang les ingénieurs, les managers de grands projets d'investissement des firmes et les aménageurs.

Mais aucune de ces recommandations n'a attiré l'attention, et les raisons les plus variées sont avancées aujourd'hui pour expliquer la crise devenue patente de l'éolien offshore. Il est étonnant par exemple de voir citer le président D. Trump comme une de ses causes, alors qu'il s'agit à l'origine d'une technologie dans laquelle l'Europe se sentait leader et sensée assurer sa souveraineté énergétique. Il est également étonnant de voir nos responsables découvrir que la mer est un environnement hostile, que d'y installer des stations électriques et d'opérer des raccordements au large coûte extrêmement cher et requiert le développement de toute une infrastructure industrielle. L'illusion ne s'est dissipée que très lentement et l'audit de ce qui apparaît de plus en plus comme un échec majeur de la politique énergétique européenne reste encore à faire ...

¹ Telos, 17 novembre 2023, « L'éolien offshore européen dans un trou d'air » <https://www.telos-eu.com/fr/economie/leolien-offshore-europeen-dans-un-trou-dair.html>